

# L'Audit Environnement un outil de gestion

Le concept d'audit environnement, qui s'est progressivement forgé au cours des années 80, principalement aux Etats-Unis, dans les grandes entreprises, recouvre souvent plusieurs acceptions.

La définition que les industriels retiennent aujourd'hui est généralement celle que la Chambre de Commerce Internationale a publiée en mars 1989 :

*"Un outil de gestion comprenant une évaluation systématique, documentée, périodique et objective du fonctionnement de l'organisation, du système de gestion et de l'équipement destinée à la protection de l'environnement en ayant pour objectif de contribuer à la protection de cet environnement :*

- en facilitant le contrôle par la direction des pratiques en matière d'environnement ;
- en veillant à la conformité avec la politique de l'entreprise, ce qui comprend le respect de la réglementation".

La pratique d'un tel outil suppose l'expression d'une volonté de protection de l'environnement. Cette volonté a été à maintes reprises exprimée par le CNPF, et même démontrée, à travers les résultats obtenus par l'industrie française dans le domaine des rejets et des déchets, dans le livre vert de l'industrie française publié en juin 1991.

Les entreprises françaises ont en effet intégré, depuis plusieurs années, la protection de l'environnement dans leur stratégie de développement. Toutes n'ont pas encore formalisé, ne serait-ce qu'en raison de leur taille, un système de gestion de l'environnement comme cela se pratique en matière industrielle, commerciale ou financière.

Le CNPF, à travers ses diverses fédérations, encourage la mise en place par les entreprises de tels systèmes de gestion de l'environnement qui comportent notamment :

- un programme en matière d'environnement, traduit en objectifs ou standards ;
- l'organisation correspondante ;
- la mesure des résultats obtenus ;
- un système de contrôle interne ;
- un système d'information interne et externe ;
- une formation adéquate du personnel.

C'est au niveau du contrôle interne que l'audit environnement peut être considéré comme un outil de gestion privilégié. Mais s'agissant d'un outil, il est clair que chaque entreprise doit rester libre d'en user ou non, et le CNPF a toujours considéré les diverses tentatives visant à rendre l'audit environnement obligatoire comme une atteinte à la liberté de gestion des industriels.

L'objectif premier de l'audit environnement est de fournir à la direction le nécessaire retour d'information lui permettant de connaître comment sa politique est comprise et appliquée, de vérifier si les objectifs qu'elle a fixés et les contraintes réglementaires sont respectés, jetant ainsi les bases d'éventuelles améliorations ou actions correctives. D'autres avantages peuvent être attendus de la pratique de l'audit environnement tel qu'une motivation accrue du personnel ou une crédibilité plus grande auprès des autorités.

D'aucuns y ont vu un moyen d'information du public sur la performance de l'entreprise en matière d'environnement. C'est d'ailleurs le sens du projet de règlement préparé par la Commission des Communautés européennes qui couple dans un même schéma d'éco-audit, outil de gestion et information du public.

Les industriels ont été quelque peu surpris de la procédure utilisée par la Commission pour promouvoir l'audit environnement. S'agissant d'une action volontaire, et le caractère d'outil de gestion étant reconnu, une Recommandation a été préférable à un Règlement. Par ailleurs, s'agissant de l'information du public, et notamment des populations vivant autour des sites industriels, il eut été préférable de la traiter dans un texte distinct.

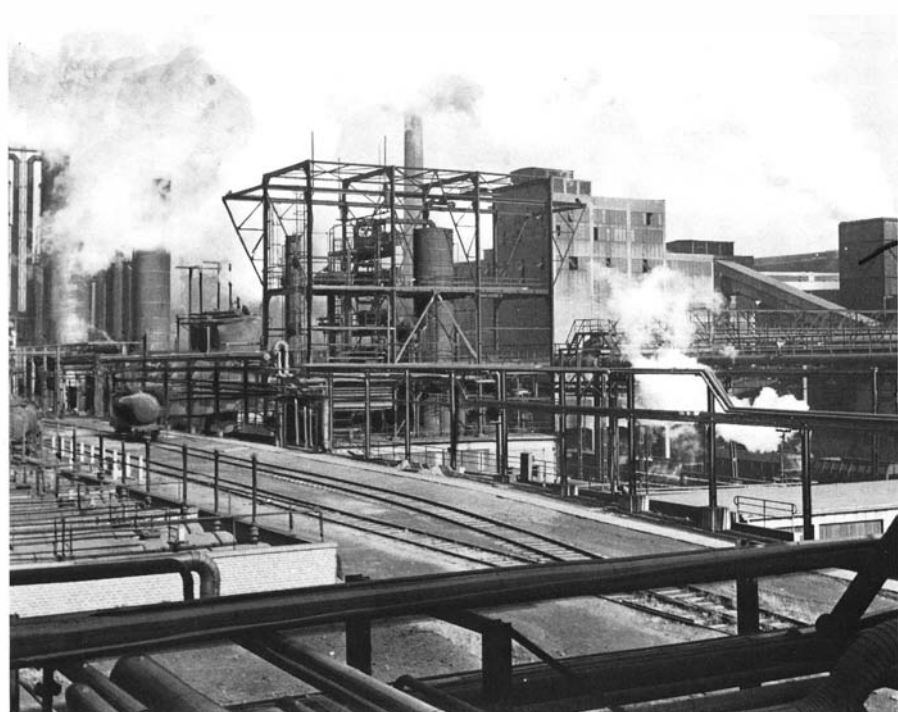
Bien entendu, l'audit environnement va mettre à disposition des entreprises des informations complètes et régulièrement mises à jour sur l'environnement. Dans le cadre d'une transparence accrue en matière d'information du public, cette base de données pourra ensuite être exploitée utilement pour fournir au public concerné les informations appropriées.

Pour atteindre pleinement son but, l'audit environnement doit avoir le soutien actif de la direction des entreprises et être mené par une équipe dont l'objectivité soit indiscutable. Mais là encore, il importe de laisser aux industriels le choix des moyens.

Une des difficultés rencontrées en matière de gestion de l'environnement est l'absence de normes et standards reconnus. Toutefois des groupes de travail se sont mis en place récemment tant en France, avec l'AFNOR qu'au niveau international (ISO).

Le CNPF soutient ces initiatives et encourage vivement les industriels français à y apporter leur concours.

**Michel PECQUEUR**  
Président de la Commission  
Environnement du CNPF



Carling (Doc. Charbonnages de France).